



0215 04/14
64215 EURCOM UW
64215 EURCOM UW
21877 COMEU B

to all										
H.D.	D.H.D.	INFO.	TRADE	A.G.R.	LEGAL	FIN & DEV.	SCI & ENE.	SUP. AG.	ADM.	C.F.

DE : C.C.E. BRUXELLES - COL64 - S.G.COL
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF: 09:17 14-04-84 000011024 - 000011908

432

DUPLICATA POSSIBLE
TELEX NO 72206-56-B 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 166 DU 13 AVRIL 1984 ADRESSE A L ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

1.1 SUITES DU CONSEIL EUROPEEN

LE CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' N A PAS EU DE VERITABLE DEBAT.

POUR LE DOSSIER DE LA CORRECTION DES DESEQUILIBRES BUDGETAIRES, DONT LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ENTENDENT GARDER LA RESPONSABILITE POLITIQUE, LE CONSEIL 'ECO/FIN' A ETE INVITE A COMPLETER SON AVIS SUR LES ASPECTS TECHNIQUES ET LES HYPOTHESES CHIFFREES.

LE CONSEIL 'ECO/FIN' A EGALEMENT ETE INVITE A PRECISER LES MODALITES DE MISE EN OEUVRE DE LA RESOLUTION SUR LA DISCIPLINE BUDGETAIRE (QUI N A PAS ENCORE ETE FORMELLEMENT APPROUVEE PAR LE CONSEIL).

1.2 MEMORANDUM GREC

LE CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' A ADOPTE UNE DECLARATION CONFIRMANT QU'IL EST POSSIBLE DE TROUVER DANS LE CADRE COMMUNAUTAIRE DES SOLUTIONS PERMETTANT L'INTEGRATION HARMONIEUSE ET MUTUELLEMENT AVANTAGEUSE DE LA GRECE.

DES PAS IMPORTANTS ONT ETE REALISES POUR SATISFAIRE LES DEMANDES HELLENIQUES ET LES EFFORTS DEVRONT ETRE POURSUIVIS.

LE CONSEIL, RECONNAISSANT L IMPORTANCE QUE REPRESENTENT LES PROGRAMMES INTEGRES MEDITERRANEENS, PROCEDERA DANS LE CONTEXTE DES DISCUSSIONS DU DERNIER CONSEIL EUROPEEN A L'ADOPTION DES DECISIONS NECESSAIRES DANS LES MEILLEURS DELAIS.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 BUDGET 1984

LE PRESIDENT THORN A INFORME ORALEMENT LE CONSEIL DES PREMIERES ESTIMATIONS DE TRESORERIE DE LA COMMISSION POUR L'ANNEE 1984 QUI -SELON LES PREMIERES INDICATIONS- FONT APPARAITRE DES BESOINS SUPPLEMENTAIRES DE L'ORDRE DE 2700 MECUS PAR RAPPORT



AUX CREDITS ACTUELLEMENT INSCRITS (2200 POUR L'ACCROISSEMENT DES DEPENSES ET 500 PAR L'INSUFFISANCE DES RECETTES EN UTILISANT LA TOTALITE DES UN POURCENT TVA).

LA COMMISSION, QUI ETUDIE ACTUELLEMENT DIVERSES FORMULES EN VUE DE FAIRE FACE A CES BESOINS, SOUMETTRA LA SEMAINE PROCHAINE UNE PROPOSITION PRECISE AU CONSEIL ET AU PARLEMENT QUI SERA EXAMINEE DIRECTEMENT PAR LE COREPER EN VUE DE PREPARER LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL SUR CE POINT. UN AVANT-PROJET DE BUDGET SUPPLEMENTAIRE PERMETTANT L'AFFECTATION DES NOUVEAUX CREDITS SERA TRANSMIS ULTERIEUREMENT.

2.2 ENTRAVES TECHNIQUES AUX ECHANGES

LE CONSEIL 'A.G.' A ADOPTE LES 15 DIRECTIVES D'HARMONISATION DE REGLEMENTATIONS TECHNIQUES DES PRODUITS INDUSTRIELS BLOQUEES DEPUIS PLUSIEURS ANNEES PAR LES PROBLEMES DE CERTIFICATION DES PRODUITS EN PROVENANCE DES PAYS TIERS ET LA LIAISON FAITE PAR LA FRANCE AVEC L'ADOPTION DU 'NOUVEL INSTRUMENT' DE POLITIQUE COMMERCIALE (VOIR 4.2).

M. NARJES S'EST FELICITE DE CE SUCCES QUI CONSTITUE UNE ETAPE IMPORTANTE DANS LA REALISATION DU PROGRAMME D'URGENCE, LANCE EN JUILLET 1982 ET SOUTENU PAR LE CONSEIL EUROPEEN DE COPENHAGUE DE DECEMBRE 82 POUR LEQUEL LA RELANCE DU MARCHÉ INTERIEUR CONSTITUAIT UNE CONDITION ESSENTIELLE AU RENFORCEMENT DE LA COMPETITIVITE DE L'INDUSTRIE EUROPEENNE.

2.3 STIMULATION DES COOPERATIONS ET DES ECHANGES S/T (1985-88)

APRES AVOIR RECU L'ACCORD DU CONSEIL SUR LES GRANDES LIGNES DE SON PROGRAMME, (VOIR TELEX DU 2 MARS) LA COMMISSION PROPOSE UN PLAN D'ACTIVITE DE STIMULATION MULTISECTORIEL REPOSANT SUR UN ENSEMBLE DE MESURES D'AIDES AUX COOPERATIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES ET AUX ECHANGES DE CHERCHEURS AU SEIN DE LA COMMUNAUTE QUI SERA A L'O.J. DU CONSEIL 'RECHERCHE' LE 29 MAI (40 MIO ECU SONT DEMANDES POUR LA PREMIERE PHASE 1985-86).

CE PLAN CONCERNE LES DIX ETATS MEMBRES OU IL SERA APPLIQUE DES SON ADOPTION. SON EXTENSION AUX PAYS EUROPEENS NON MEMBRES EST EN PRINCIPE ENVISAGEE ET LA COMMISSION DEMANDE AU CONSEIL D'ETRE CHARGEE DE NEGOCIER L'ASSOCIATION DE CES PAYS, NOTAMMENT LES MODALITES DE LEUR PARTICIPATION FINANCIERE.

3. ELARGISSEMENT

3.1 ESPAGNE : CONFERENCE MINISTERIELLE (10 AVRIL)

PLUSIEURS ACCORDS ONT ETE ENREGISTRES LORS DE CETTE SESSION CONCERNANT LES BREVETS, LA REPRISE DU SPG COMMUNAUTAIRE ET L'APPLICATION PAR L'ESPAGNE DES REGIMES PREFERENTIELS DES PAYS MEDITERRANEENS, ACP ET PTOM.

L'ACCORD SUR LES BREVETS A PERMIS DE LEVER LA RESERVE QUI AVAIT ETE MAINTENUE SUR LE CHAPITRE DROIT D'ETABLISSEMENT ET PRESTATIONS DES SERVICES CONCLU EN 1982.

3.2 PORTUGAL : 29E SUPPLEANTS (13 AVRIL)

FAUTE D'ACCORD DANS LE CONSEIL SUR LE DOSSIER PECHE (ACCORDS AVEC LES PAYS TIERS, ACCES AUX EAUX PORTUGAISES AU DELA DE 12 MILES, ACCES AUX RESSOURCES COMMUNAUTAIRES ET MARCHES DE LA SARDINE ET DE L ANCHOIS) LA COMMUNAUTE N'A PU PRESENTER QU'UNE SEULE DECLARATION SUR L'AGRICULTURE PROPOSANT AUX PORTUGAIS UN PROGRAMME SPECIFIQUE DE DEVELOPPEMENT DES STRUCTURES AGRICOLES POUR UN MONTANT GLOBAL DE 700 MIO ECU EN DIX ANS APRES L'ADHESION. LE TAUX DE PARTICIPATION SERA ANALOGUE A CELUI PRATIQUE DANS LES ACTIONS EN FAVEUR DES REGIONS DEFAVORISEES DE LA COMMUNAUTE.

LA DELEGATION PORTUGAISE A FAIT DEUX DECLARATIONS, L'UNE SUR L'AGRICULTURE, L AUTRE SUR LA FISCALITE.

4. RILATIONS EXTERIEURES

4.1 COOPERATION POLITIQUE

UNE REUNION AVEC LE MINISTRE CHINOIS DES AFFAIRES ETRANGERES, M. WU XUE-QIAN, S'EST TENUE LE 5 AVRIL A PARIS, AU NIVEAU MINISTERIEL, SELON LA FORMULE DE LA TROIKA. LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP REPRESENTAIT LA COMMISSION. IL S'AGISSAIT DE LA PREMIERE RENCONTRE AVEC LA CHINE AU NIVEAU MINISTERIEL, LES CONTACTS PRECEDENTS S'ETANT DEROULES ENTRE FONCTIONNAIRES (AMBASSADEUR DE CHINE DANS LA CAPITALE DE LA PRESIDENCE).

LES PARTICIPANTS ONT EU UN ECHANGE DE VUES SUR LES GRANDS THEMES DE POLITIQUE INTERNATIONALE (RELATIONS EST-OUEST, MOYEN-ORIENT). ILS ONT RELEVÉ LE CARACTERE EXEMPLAIRE DE LA RENCONTRE, PREMIER CONTACT ENTRE L EUROPE DES DIX ET LA CHINE AU NIVEAU POLITIQUE.

LES MINISTRES ONT TENU A LUXEMBOURG, LE 9 AVRIL, UNE REUNION MINISTERIELLE DE COOPERATION POLITIQUE. SELON LES INDICATIONS DONNEES PAR LA PRESIDENCE A LA PRESSE, IL S'EST AGI D'UNE REUNION DE ROUTINE, LES MINISTRES AYANT PU S'EXPRIMER SUR LES GRANDES QUESTIONS DE L'ACTUALITE LE 27 MARS.

LES MINISTRES ONT ADOPTE UNE DECLARATION SUR LE CHILI, DONT LE TEXTE INTEGRAL A ETE TRANSMIS AUX DELEGATIONS INTERESSEES. LES DIX ONT DEPLORE LES RECENTS EVENEMENTS AU CHILI ET REGRETTE LES POURSUITES ENGAGEES CONTRE CERTAINES PERSONNALITES POLITIQUES, DONT M. ALMEYDA, LES RESTRICTIONS QUI CONTINUENT DE PESER SUR LA PRESSE ET L ACCELERATION DU CYCLE DE LA REPRESSION ET DE LA VIOLENCE. ILS ONT SOUHAITE LE RETABLISSEMENT DES LIBERTES PUBLIQUES A TRAVERS UNE REPRISE DU DIALOGUE.

PAR AILLEURS, LES DIX ONT DECIDE DE FAIRE UNE DEMARCHE AUPRES DES AUTORITES CHILIENNES RELATIVE A L'EXTRADITION DE WALTER RAUFF, COMME L'AVAIT SOUHAITE LE PARLEMENT EUROPEEN.

EN CE QUI CONCERNE L EXPORTATION DE PRODUITS CHIMIQUES A L IRAK ET L IRAN, LES DIX ONT PRIS NOTE DES REGLEMENTATIONS NATIONALES ET ONT DECIDE DE FAIRE UNE COMPARAISON DE LEURS PROCEDURES ET DES PRODUITS COUVERTS. LE COREPER A ETE CHARGE DE REFLECHIR SUR CETTE QUESTION, NOTAMMENT SUR LES ASPECTS COMMUNAUTAIRES.

LES DIX ONT EXPRIME, LORS DU DINER, LEUR INQUIETUDE SUR LA QUESTION DU MINAGE DES PORTS NICARAGUAYENS, MAIS CELLE-CI NE ETAIT PAS FORMELLEMENT A L'ORDRE DU JOUR.

4.2 NOUVEL INSTRUMENT DE POLITIQUE COMMERCIALE

LE CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' DU 9 AVRIL A VANCHE, A LA

MAJORITE QUALIFIEE, LA QUESTION CLE DU MECANISME DECISIONNEL, LE PRINCIPAL PROBLEME CONSISTAIT EN LA QUESTION DE L'ACCEPTATION D'ENGAGEMENTS UNILATERAUX DE PAYS TIERS, ET LA NECESSITE OU NON D'UNE DECISION DU CONSEIL SELON L'ARTICLE 113.

IPSO FACTO, L'ENSEMBLE DE L'INSTRUMENT S'EST TROUVE ADOPTE DANS SON PRINCIPE, ET LES QUINZE DIRECTIVES RELATIVES AUX ENTRAVES TECHNIQUES DEBLOQUEES.

LE COREPER DU 11 AVRIL A VU LA CONFIRMATION PAR LES TROIS DELEGATIONS (DE, DK, NL) QUE LES DERNIERES RESERVES SUBSISTANT THEORIQUEMENT SUR L'INSTRUMENT (DROIT DE PLAINTE ET SEUIL DU PREJUDICE ESSENTIELLEMENT) POUVAIENT ETRE CONSIDEREES COMME LEVEES.

LE REGLEMENT VA ETRE REVISE ET SOUMIS EN POINT 'A' A L'APPROBATION DU PROCHAIN CONSEIL, NORMALEMENT DEBUT MAI.

FAUTE DE PLACE, NOUS CONSACRERONS LA SEMAINE PROCHAINE (MERCREDI) UNE FICHE SPECIALE AUX PROCEDURES ET POSSIBILITES DU 'NOUVEL INSTRUMENT' (LE NIPC). ON PEUT CEPENDANT DIRE DES MAINTENANT QUE SI LA PROPOSITION INITIALE DE LA COMMISSION ETAIT PLUS AMBITIEUSE (DECISION DE LA COMMISSION DANS TOUS LES CAS, A MOINS QUE LE CONSEIL N'EN PRENNE UNE AUTRE A LA MAJORITE QUALIFIEE DANS LES 30 JOURS), LE RESULTAT ACQUIS FINALEMENT EN CE QUI CONCERNE LA VOIE A (ELIMINATION DU PREJUDICE RESULTANT DE TOUTE PRATIQUE COMMERCIALE ILLICITE) DONNE DES POUVOIRS REELS A LA COMMISSION PENDANT LA PHASE CONSULTATIVE, NOTAMMENT EN MATIERE D'ENGAGEMENT DES PROCEDURES INTERNATIONALES, DE CONDUITE ET DE CLOTURE DE CES PROCEDURES.

4.3 RENCONTRE MINISTERIELLE CEE-AELE

LUNDI 9 AVRIL, LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES SEPT PAYS DE L'AELE ET DES DIX PAYS DE LA COMMUNAUTE SE SONT REUNIS POUR LA PREMIERE FOIS DANS L'HISTOIRE DES RELATIONS CE/AELE, UN EVENEMENT EXCEPTIONNEL. AUTOUR DE TROIS THEMES :

- (- BILAN DE FONCTIONNEMENT DES ACCORDS DE LIBRE-ECHANGE
- (- ORIENTATIONS POUR LA POURSUITE ET LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION
- (- CONCERTATION A L'EGARD DES QUESTIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES.

LES MINISTRES ONT MARQUE LEUR ENGAGEMENT A CONSOLIDER ET A APPROFONDIR LEURS RELATIONS DANS LE CADRE ET AU-DELA DES ACCORDS DE LIBRE-ECHANGE. DANS UNE DECLARATION COMMUNE FINALE (DONT COPIE VOUS A ETE ADRESSEE PAR VALISE) LES MINISTRES ONT IDENTIFIE LES DOMAINES DANS LESQUELS ILS SONT CONVENUS DE COOPERER.

IL FAUT SOULIGNER L'ESPRIT D'OUVERTURE ET L'ATMOSPHERE D'UNE PARTICULIERE BONNE ENTENTE QUI ONT MARQUE LE DEROULEMENT DE LA RENCONTRE.

LA REUNION A ETE SUIVIE D'UNE CONFERENCE DE PRESSE AU COURS DE LAQUELLE LE MINISTRE CHEYSSON ET M. HAFERKAMP ONT TENU A SOULIGNER QUE LES ENGAGEMENTS PRIS SERONT SUIVIS DE TOUTES LES ACTIONS NECESSAIRES. LE MOT DE LA FIN A ETE QUE LA COMMUNAUTE ET L'AELE FORMENT UNE 'COMMUNAUTE DE DESTIN'.

5 4.4 NEGOCIATIONS A CEE : PREPARATION FIDJI

BREF EXPOSE DE M. PISANI DEVANT LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES SUR L'ETAT DES NEGOCIATIONS ET LA PREPARATION DE FIDJI, CONCLUANT A LA POSSIBILITE D ARRIVER A UN ACCORD SUR UNE MASSE DE POINTS LORS DE LA CONFERENCE MINISTERIELLE A CONDITION

QUE LA COMMUNAUTE SOIT PRETE A FAIRE UN MOUVEMENT EN CE QUI CONCERNE CERTAINES QUESTIONS 'SIGNIFICATIVES'. IL A REGROUPE CELLES-CI EN TROIS CATEGORIES :

- (- CELLES SUR LESQUELLES UN DEBAT DEVRAIT S'ENGAGER, SANS ESPOIR TOUTEFOIS DE CONCLURE A CE STADE : STABEX, TRAVAILLEURS MIGRANTS ET ETUDIANTS, CRITERES POUR LA DETERMINATION DU VOLUME FINANCIER TOTAL.

- (- CELLES OU LA COMMUNAUTE DEVRAIT FAIRE PREUVE D'OUVERTURE, SE MONTRER MOINS 'INTRANSIGEANTE' : RELATIONS COMMERCIALES - LIBRE ACCES ET REGLES D ORIGINE.

- (- CELLES OU 'UN PAS NON NEGLIGEABLE' DEVRAIT ETRE POSSIBLE : MAINTIEN DE L ACQUIS, ELARGISSEMENT, PECHE, PRODUITS AGRICOLES DISPONIBLES, REFLEXION EN COMMUN SUR LA MISE EN OEUVRE (PROCEDURES DE CONSULTATION) DE LA CONVENTION.

LE TOUR DE TABLE A DEGAGE UN TRES LARGE ACCORD A CETTE APPROCHE. LES INTERVENTIONS ONT PORTE PLUS PARTICULIEREMENT SUR

- (- LE MAINTIEN DE L'ACQUIS DE LOME II : SUITE A UNE INSISTANCE ACP, LA COMMUNAUTE S'ORIENTE VERS UNE DECLARATION A FIDJI, A CE SUJET L'ACQUIS ETANT COMPRIS COMME CONCEPT GLOBAL ET NON EXCLUSIF DE PROGRES ET D'AMELIORATION DES INSTRUMENTS EXISTANTS.

- (- DROITS DE L HOMME: ORIENTATION VERS DES CONTACTS PISANI-CHEYSSON-SHEARER POUR RECHERCHER UNE SOLUTION.

- (- DIALOGUE : LA COMMUNAUTE ATTEND UNE REPONSE DES ACP SUITE A LA CONFERENCE MINISTERIELLE DES 9-10 FEVRIER 84. LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD SUR UN TEXTE RELATIF A LA PROGRAMMATION (MISE EN OEUVRE OPERATIONNELLE DU DIALOGUE).

- (- LES CRITERES POUR LA DETERMINATION DU VOLUME FINANCIER AU SUJET DESQUELS LES ACP SOUHAITENT UNE DISCUSSION RETICENCE GENERALE DES ETATS MEMBRES A CE SUJET.

- (- LE CONSEIL A EGALEMENT EU UN ECHANGE DE VUES SUR DES PROJETS DE CONCLUSION CONCERNANT LA COOPERATION MINIERE (SYSMIN), COOPERATION INDUSTRIELLE (CDI), RELATIONS DOM ET ACP VOISINS : LE COREPER A ETE CHARGE DE PREPARER LES POSITIONS FINALES A CE SUJET.

LE CONSEIL POURSUIVRA LA PREPARATION DE LA CONFERENCE MINISTERIELLE LORS D'UNE REUNION A FIDJI LE 1ER MAI.

4.5 POLITIQUE MEDITERRANEENNE DE LA COMMUNAUTE ELARGIE

APRES L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT NATALI QUI A PRESENTE LA NOUVELLE COMMUNICATION DE LA COMMISSION, LE CONSEIL A PROCEDE A UN PREMIER DEBAT AU COURS DUQUEL NOTAMMENT LA DELEGATION ITALIENNE A EXPRIME SES RESERVES SUR LES PROPOSITIONS PRESENTEES EN MATIERE AGRICOLE. PAR AILLEURS, LES DELEGATIONS ALLEMANDE ET FRANCAISE ONT EXPRIME UNE PREMIERE APPRECIATION LARGEMENT POSITIVE SUR L ENSEMBLE DES PROPOSITIONS.

LA COMMISSION SOUMETTRA ENCORE DANS LES PROCHAINES SEMAINES DES DOCUMENTS COMPLEMENTS SUR LES ASPECTS TECHNIQUES DE SES PROPOSITIONS.

LE COREPER A ETE CHARGE DE PROCEDER A UN EXAMEN APPROFONDI DE CE DOSSIER AFIN DE METTRE LE CONSEIL EN MESURE, POUR SA SESSION DE JUIN, DE PROCEDER A UN DEBAT DE FOND APPROFONDI.

LA COMMISSION POURSUIVRA SES CONVERSATIONS EXPLORATOIRES AVEC LES PAYS MEDITERRANEENS AINSI QUE SES CONSULTATIONS AVEC LES PAYS CANDIDATS.

4.6 EGYPTE . CONSEIL COOPERATION (10 AVRIL)

CETTE DEUXIEME SESSION, QUI S'EST TENUE A LUXEMBOURG, SOUS LA PRESIDENCE DU MINISTRE D'ETAT EGYPTIEN DES RELATIONS EXTERIEURES M. BOUTROS-GALHI, A PERMIS DE PASSER EN REVUE TOUS LES ASPECTS DE COOPERATION : ECHANGES COMMERCIAUX, CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT, POSSIBILITES DE REEXAMEN DE L'ACCORD, COOPERATION FINANCIERE ET TECHNIQUE ET COOPERATION TRIANGULAIRE (NOTAMMENT AVEC L'AFRIQUE).

LE DELEGATION EGYPTIENNE ACCORDE LA PRIORITE A LA REVISION DE L'ACCORD POUR TENIR COMPTE DE L'EVOLUTION DE SES RELATIONS ECONOMIQUES AVEC LA COMMUNAUTE ET AUX MESURES DESTINEES A REDUIRE SON DEFICIT COMMERCIAL CROISSANT AVEC LA COMMUNAUTE (EN DEBIT D'UNE AMELIORATION DU TAUX DE COUVERTURE). LA COMMUNAUTE A ESTIME QUE, ETANT DONNE LA POURSUITE ACTUELLE DES IMPORTANTS TRAVAUX SUR SA POLITIQUE INTERNE ET SA REFLEXION D'ENSEMBLE SUR LES CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT DANS SES RELATIONS AVEC LES PAYS DE LA MEDITERRANEE, IL SERA PLUS APPROPRIE D'ENGAGER LA PROCEDURE DE REVISION DANS LE CONTEXTE DE L'ADAPTATION DE L'ACCORD A LA SUITE DE L'ELARGISSEMENT. LES DEUX PARTIES ONT MARQUE LEUR SATISFACTION SUR L'ETAT ACTUEL DE LEURS RELATIONS.

4.7 TUNISIE : HUILE D'OLIVE

SUIVANT LA PROPOSITION DE LA COMMISSION, LE CONSEIL A DECIDE A L'UNANIMITE D'ACORDER A TITRE EXCEPTIONNEL A LA TUNISIE UN ABATTEMENT SUPPLEMENTAIRE DE 10 ECUS/100 KILOS A DEDUIRE DU

PRELEVEMENT APPLICABLE A L'IMPORTATION D'HUILE D'OLIVE POUR LA CAMPAGNE EN COURS. LE MONTANT ADDITIONNEL A DEDUIRE DU PRELEVEMENT POUR LA TUNISIE EST AINSI PORTE A 22.09 ECUS ET L'ABATTEMENT TOTAL SERA DONC DE 34.78 ECU/100 KG.

(CETTE MESURE A ETE JUSTIFIEE PAR LES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES QUI AFFECTENT ACTUELLEMENT LE MARCHÉ DE CE PRODUIT ET LA RECOLTE TUNISIENNE. IL EST RAPPELE QUE CES ABATTEMENTS CONSTITUENT UN AVANTAGE ECONOMIQUE ET NON COMMERCIAL).

4.8 BEURRE NOUVELLE ZELANDE

IN THE PRICE PACKAGE CONCLUDED ON 31 MARCH IN THE AGRICULTURAL COUNCIL THE FOLLOWING ELEMENTS WERE AGREED REGARDING IMPORTS INTO THE UNITED KINGDOM :

A) THE INTERVENTION PRICE (I.P.) HAVING DECREASED, THE LEVY TO BE APPLIED TO NEW ZEALAND BUTTER (25 D/O OF THE COMMUNITY I.P.) FALLS FROM 87.29 TO 77.98 ECU/100 KG.

B) NEW ZEALAND CAN EXPORT 13,833 T. DURING APRIL AND MAY, ONE-SIXTH OF THE QUANTITY PROPOSED BY THE COMMISSION FOR 1984.

C) IF NEW ZEALAND GIVES THE APPROPRIATE GUARANTEES FOR SHEEPMEAT FOR 1984, THE COUNCIL WILL AGREE TO 83,000 T OF BUTTER FOR 1984.

7 D) WHILE NO MEMBER STATE OPPOSED A FIVE-YEAR Prolongation OF THE PROTOCOL 18 ARRANGEMENTS, ONE MEMBER STATE REFUSES TO AGREE QUANTITIES FOR FIVE YEARS AND MAINTAINS THAT THE IMPORT ENTITLEMENT SHALL BE FIXED ANNUALLY.

THE COMMISSION HOWEVER HAS MAINTAINED ITS ORIGINAL PROPOSAL, WITH QUANTITIES FOR FIVE YEARS AND WILL RAISE IT AGAIN AT NEXT AGRICULTURAL COUNCIL.

4.9 ACIER (VOLET EXTERNE) NORVEGE

TARD MERCREDI SOIR, APRES DE LONGUES NEGOCIATIONS, UN ACCORD A FINALEMENT ETE CONCLU ENTRE LE SOUS-SECRETAIRE D ETAT NORVEGIEN M. BERG ET LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON POUR LE REGIME 1984 DES ECHANGES EN MATIERE DE PRODUITS CECA.

LA SITUATION EST AINSI NORMALISEE AVEC L'ENSEMBLE DES PAYS DE L AELE.

4.10 TEXTILE AGREEMENTS

THE VARIOUS BILATERAL TEXTILE AGREEMENTS INITIALLED IN 1982 ARE NOW BEING TRANSMITTED TO THE COUNCIL FOR THEIR EVENTUAL CONCLUSION. THIS PROCESS, WHICH WILL IN ALL PROBABILITY LAST TO THE END OF THE YEAR, BEGAN WITH THE TRANSMISSION OF THE AGREEMENTS WITH COLUMBIA, PERU, MEXICO AND URUGUAY.

4.11 CREDITS A L'EXPORTATION

LES DISCUSSIONS QUI SE SONT DERouleES LORS DE LA REUNION DES PARTICIPANTS AU CONSENSUS DU 9 AU 12 AVRIL 1984 A PARIS, SUR LES CREDITS D AIDE LIEE, N'ONT PAS ABOUTI A UN ACCORD, DES DIVERGENCES MAJEURES SUBSISTANT TANT AU NIVEAU DU GROUPE OCDE QU AU SEIN DES ETATS MEMBRES.

EN CE QUI CONCERNE UN ACCORD SECTORIEL SUR LES CENTRALES NUCLEAIRES, LES DISCUSSIONS SE SONT POURSUIVIES ET ONT PROGRESSE FAVORABLEMENT, SANS TOUTEFOIS QU'UN ACCORD DEFINITIF PUISSE ETRE DEGAGE. DE NOUVELLE REUNIONS SONT PREVUES DANS LES PROCHAINS MOIS.

4.12 NORD-SUD CNUCED : STRATEGIE

A) NEGOCIATIONS GLOBALES
FIN MARS SE SONT ACHEVEES A NEW-YORK LES CONSULTATIONS INFORMELLES NORD-SUD DONT L'OBJET ETAIT DE CLARIFIER CERTAINS ASPECTS CONCERNANT LES NEGOCIATIONS GLOBALES, L'IDEE D'UNE NEGOCIATION EN DEUX PHASES PROPOSEE PAR LES NON-ALIGNES ET LES ROLES RESPECTIFS DE L'ORGANE CENTRAL ET DES AUTRES ORGANES, EXISTANTS OU A CREER. L'AMBASSADEUR D'ALGERIE AUX NATIONS UNIES A ETE CHARGE DE PREPARER LE TERRAIN A UNE DECISION A PRENDRE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE.

LE PRESIDENT DES 77 A NEW YORK (MEXIQUE) A DECLARE QUE LES NEGOCIATIONS GLOBALES POURRAIENT ETRE OUVERTES A BREF DELAI SI LES GOUVERNEMENTS DES PAYS INDUSTRIALISES REAGISSAIENT DE MANIERE POSITIVE AU DOCUMENT FINAL.

LA COMMUNAUTE RESTE FAVORABLE AUX NEGOCIATIONS, MAIS CELLES-CI SUPPOSENT NOTAMMENT LA PARTICIPATION DES ETATS-UNIS, QUI RESTENT PLUS QUE RETICENTS.

B) CNUCED

LES CRITIQUES AMERICAINES SONT CONSIDEREES DANS LES MILIEUX COMMUNAUTAIRES A LA FOIS COMME PARTIELLEMENT FONDEES (GESTION INTERNE, TENDANCE A INTERPRETER LE MANDAT UN PEU TROP LARGEMENT) ET COMME UN PEU UNILATERALES (LES PAYS DEVELOPPES

FRUSTATIONS DES PAYS EN DEVELOPPEMENT).MAIS CES CRITIQUES SONT PRISES AU SERIEUX. NOS REPRESENTANTS A GENEVE ENGAGERONT UNE REFLEXION SUR CE QUI PEUT ETRE AMELIORE.

LE 28E CONSEIL VIENT DE SE TERMINER SUR UN RESULTAT POSITIF DONT ON PEUT ESPERER QU IL CONTRIBUERA A DETENDRE L'ATMOSPHERE; NOTAMMENT ACCORD SUR L'EXAMEN DE L APPLICATION DES 'FEATURES' DE LA DETTE ET SUR UN PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AU PROTECTIONNISME ET AUX AMENAGEMENTS DE STRUCTURE.

ON S'ACHEMINE PAR AILLEURS VERS LA CONVOCATION D UNE REUNION MINISTERIELLE CNUCED EN 1985 DONT LA FINALITE RESTE A DETERMINER.

LE 13E CONSEIL SPECIAL (STATISTIQUE DU DEVELOPPEMENT) N A PU SE METTRE D ACCORD SUR LE TEXTE DE LA CONTRIBUTION DE LA CNUCED A L EXAMEN/EVALUATION DE LA STRATEGIE (NEW YORK DU 7 AU 25 MAI).

C) STRATEGIE INTERNA(IONALE DU DEVELOPPEMENT (TROISIEME DECENNIE DES NATIONS UNIES)

LA COMMUNAUTE, PAR L'INTERMEDIAIRE DE LA COMMISSION, A ADRESSE AU SECRETAIRE GENERAL DES N.U. SON RAPPORT SUCCINCT SUR L'APPLICATION PAR ELLE DE LA STRATEGIE AU COURS DES PREMIERES ANNEES DE LA DECENNIE. UN RAPPORT PLUS DETAILLE SERA ENVOYE AVANT LA FIN DU MOIS APRES MISE AU POINT DANS LE CADRE DU SOUS-GROUPE 'STRATEGIE'.

CE SOUS-GROUPE PREPARERA AUSSI, LES 17 ET 18 AVRIL, LES POSITIONS DE LA COMMUNAUTE POUR LA REUNION DE NEW-YORK, A LA LUMIERE NOTAMMENT DU VOLUMINEUX DOCUMENT QUE LES 77 VIENNENT DE PREPARER.

4.13 COMMISSION ECONOMIQUE POUR L EUROPE (ECE)

THE 39TH SESSION OF THE ECE HAS BEEN TAKING PLACE IN GENEVA SINCE 3 APRIL, AND IS DUE TO END ON 14 APRIL. GENERAL STATEMENTS BY MOST EAST EUROPEAN DELEGATIONS DURING THE FIRST WEEK WERE MARKED BY A HARSH TONE, WITH REFERENCES TO THE DEPLOYMENT OF MISSILES, THE ARMS RACE AND THE 'MILITARIZATION' OF WESTERN ECONOMIES.

THE COMMUNITY, ON THE OTHER HAND, HAD DECIDED TO TAKE A BUSINESSLIKE APPROACH AND, UNLIKE LAST YEAR, MADE NO REFERENCE E.G. TO POLAND. THE SAME APPROACH WAS FOLLOWED BY OTHER WESTERN DELEGATIONS, INCLUDING USA.

AT END OF GENERAL DEBATE, PRESIDENCY EXPRESSED REGRET AT THE INTRODUCTION INTO THE PROCEEDINGS OF EXTRANEIOUS MATTERS AND SAID THIS COULD HAVE A NEGATIVE EFFECT ON THE RESULTS OF THE SESSION. COMMISSION REPRESENTATIVES MADE STATEMENTS ON EAST-

WEST TRADE AND THE ECONOMIC SITUATION IN THE COMMUNITY WHICH REFLECTED A RELATIVELY OPTIMISTIC OUTLOOK FOR THE LATTER COMPOUND WITH THE ECE SECRETARIAT'S ASSESSMENT.

SECOND WEEK OF MEETING IS MAINLY DEVOTED TO DRAFTING TEXTS ON SESSIONAL RESOLUTION AND DECISION, INCLUDING TEXTS ON COOPERATION IN THE FIELDS OF ENVIRONMENT (ESPECIALLY AIR POLLUTION), ENERGY AND THE MEDITERRANEAN. ATMOSPHERE REMAINS CHILLY, BUT EAST APPEARS READY TO ACCEPT A NUMBER OF WESTERN DRAFT DECISIONS.

9
4.14 AIDE ALIMENTAIRE 1984

LE CONSEIL A ARRETE SES DISPOSITIONS APPLICABLES EN 1984 A LA POLITIQUE ET A LA GESTION DE L'AIDE, PARTICULIEREMENT LES QUANTITES PAR PRODUITS ET LA LISTE DES PAYS BENEFICIAIRES.

QUANTITES RETENUES :

- (- CEREALES : UNE PREMIERE TRANCHE DE 927 663 T. ET UNE SECONDE POUVANT S'ELEVER JUSQU'A 200.000 T.
- (- LAIT EN POUDRE : MAX 122.500 T
- (- BUTTEROIL : MAX. 32.760 T.
- (- SUCRE : MAX. 13.500 T.
- (- HUILES VEGETALES (GRAINES ET OLIVE) : MAX. 20.000 T.
- (- AUTRES PRODUITS (POISSONS, LEGUMES SECS, ETC.) : QUANTITES EQUIVALANT A MAX. 147.000 T.

SANS EXCLURE DES PROGRAMMES PLURI-ANNUELS D'AIDE, IL N'EST PAS ENVISAGE DE FIXER DES QUANTITES PLURI-ANNUELLES.

(ATTENTION DIS LA LISTE DES BENEFICIAIRES NE COMPREND PAS LE SALVADOR ET LE VIETNAM, QUI AVAIENT ETE PROPOSES PAR CERTAINES DELEGATIONS ET NE POURRAIENT DONC RECEVOIR QUE DES AIDES INDIRECTES VIA LES ONG. PAR AILLEURS, MALTE CONTINUE DE FIGURER DANS LA LISTE SANS QUE CELA PREJUGE DES DECISIONS CONCRETES EVENTUELLES EN SA FAVEUR. FIN DIS)

4.15 ONG EUROPEENNES

LA 10E ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DES ONG EUROPEENNES DE DEVELOPPEMENT, QUI S'EST TENUE A BRUXELLES DU 10 AU 12 AVRIL, A PERMIS DE DRESSER LE BILAN DE LA COOPERATION EN 1983 ET D'EN TRACER LES PERSPECTIVES D'AVENIR :

(- LA COOPERATION PORTE SUR LA REALISATION D UN GRAND NOMBRE DE MICRO-REALISATIONS DONT L'EFFET MULTIPLICATEUR EST CONSIDERABLE ET SUPPORTE LA COMPARAISON AVEC LES PROJETS 'CLASSIQUES'.

(- DE 1976 A 1983, LA SUBVENTION CUMULEE AU COFINANCEMENT S'EST ELEVEE A 104,5 MIO ECU FINANÇANT 1.327 PROJETS DANS 107 PVD AVEC 205 ONG.

(- LES CREDITS D AIDES D'URGENCE MIS A LA DISPOSITION DES ONG S'ELEVENT A ENVIRON 13 MIO ECU, SOIT 41 0/0 DU TOTAL DES AIDES D URGENCE COMMUNAUTAIRES. LES ONG ONT ETE DE CE FAIT LE PREMIER CANAL D ACHEMINEMENT DE CES AIDES EN 1983.

(- DES AIDES ALIMENTAIRES, PAR LE CANAL DES ONG, ONT ETE ACHEMINEES POUR UNE VALEUR TOTALE AUX PRIX MONDIAUX DE 52 MECUS.

5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES

5.1 COUR DE JUSTICE

LORD MACKENZIE SUART A ETE NOMME PRESIDENT DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES OU IL SIEGEAIT DEJA EN QUALITE DE JUGE DEPUIS JANVIER 1973.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN